

HOME AND COMMUNITY CARE SUPPORT SERVICES

Procès-verbal de la réunion des conseils d'administration des 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé, maintenant devenus le conseil d'administration de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire, tenue le 1^{er} septembre 2021

Une réunion virtuelle du conseil d'administration de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire a eu lieu le 1^{er} septembre 2021, à 13 h.

Membres présents :

Membres avec droit de vote :	Joe Parker, président du conseil d'administration Glenna Raymond, vice-présidente Carol Annett, membre du conseil d'administration Anne Campbell, membre du conseil d'administration Eugene Cawthray, membre du conseil d'administration Michael Dibden, membre du conseil d'administration Stephan Plourde, membre du conseil d'administration
Absences motivées :	Aucune
Membres du personnel présents :	Donna Cripps, directrice générale intérimaire Barbara Bell, vice-présidente, Qualité et risques Lisa Burden, vice-présidente, Soins à domicile et en milieu communautaire Karin Dschankilic, vice-présidente, Finances et services généraux Miranda Ingribelli, vice-présidente, Gestion des personnes et des talents Marla Krakower, vice-présidente, Services aux employés, expérience des employés et relations publiques Jeffery Simser, directeur des Services juridiques – organismes Erica Jeffery, adjointe de direction pour le conseil d'administration, secrétaire de séance
Invités :	Shelley Dagorne, Angela Burden, Kerby Audet, Cathy Kelly, Jutta Schafner Argao, Debbie Roberts, Joel Borgida, Karen Taillefer, Tini Le, Martina Rozsa, Claire Ludwig, Karyn Lumsden, Mary Grattan Gielen, Karen Ho, Brock Hovey, Daryl Nancekivell, Lisa Tweedy, Beverley Kelley, Adalsteinn Brown, Angela Tibando, Dave McLelland, Rob Basque et Kathryn McCulloch

A. Convocation de la réunion

A.1 Ouverture de la séance

Le quorum étant constaté, la séance est ouverte à 13 h.

A.2 Adoption de l'ordre du jour du 1^{er} septembre 2021

Joe Parker propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

QUE l'ordre du jour du 1^{er} septembre 2021 soit adopté sans modification.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

A.3 Conflits d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré.

B. Résolutions en bloc

B.1 Approbation des résolutions en bloc

Joe Parker propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

QUE les résolutions en bloc pour le 1^{er} septembre 2021 soient approuvées telles que modifiées.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Les membres du conseil d'administration demandent d'obtenir une copie du rapport de l'Ombudsman des patients sur la pandémie de COVID-19 afin de discuter des messages clés et des sections liées aux soins à domicile et en milieu communautaire. Le personnel confirme que les préoccupations et plaintes adressées à l'Ombudsman des patients sont aussi transmises aux équipes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) aux fins d'examen. Les équipes seront donc conscientes des enjeux soulevés dans le rapport. Le personnel mentionne que le nombre de préoccupations soulevées durant la pandémie est demeuré relativement stable comparativement à la période précédant la pandémie. Les membres du conseil d'administration demandent que les messages clés de la directrice générale abordent des sujets plus spécifiques à l'avenir, par exemple les pénuries de préposés aux services de soutien à la personne (PSSP).

Suivi : Le personnel se renseignera au sujet du nombre de plaintes adressées à l'Ombudsman des patients.

Suivi : Le personnel assurera que les messages clés traitent de sujets plus spécifiques à l'avenir.

C. Affaires découlant du procès-verbal/Orientation du conseil d'administration

C.1 Équipes Santé Ontario

Adalsteinn Brown, doyen de la Dalla Lana School of Public Health à l'Université de Toronto, donne au conseil d'administration un aperçu de la transformation du système de santé et du processus de transition vers les équipes Santé Ontario (ESO).

Le Dr Brown souligne que le gouvernement a mis en œuvre diverses initiatives visant à relever les défis dans le système de santé. On convient qu'il faut améliorer la qualité, réduire la complexité du système et distribuer les soins de façon équitable dans toute la province.

Les ESO sont fondées en quelque sorte sur les organismes de soins responsables (*Accountable Care Organizations – ACO*) en place aux États-Unis. Ce modèle a produit des résultats positifs et peut faire économiser de l'argent lorsque les organismes fonctionnent bien. La recherche et l'expérience ont démontré que plus un organisme a des liens plus étroits aux soins primaires, mieux il est placé pour faire son travail; c'est d'ailleurs le principe qu'ont adopté de nombreuses ESO de la province. Le succès de

modèles comme les ACO et les ESO se fonde largement sur la confiance et le leadership des médecins ainsi que la confiance au niveau des créditeurs.

Une discussion s'ensuit sur les autres modèles en place dans d'autres provinces et pays. Par exemple, au Québec, des efforts ont été déployés pour intégrer davantage les soins et pour examiner les facteurs d'une façon plus intégrée, par exemple le ministère de la Santé et des Services sociaux. En Ontario, par contre, les hôpitaux jouent un rôle plus important car ils ont été intégrés aux ESO.

Les membres du conseil d'administration discutent également des indicateurs. On recommande de préciser clairement les cibles, afin d'assurer que les questions concernant les mesures soient plus claires.

Angela Tibando, David McLelland, Rob Basque et Kathryn McCulloch se joignent à la réunion à 13 h 55.

Adalsteinn Brown quitte la réunion à 14 h 7.

C.2 Santé Ontario – Services communs pour les soins à domicile

Angela Tibando (directrice, Excellence numérique en santé), David McLelland (vice-président, Valeur et produits pour les clients – Coordination des soins), et Rob Basque (vice-président, Produits et services d'entreprise) donnent un survol du soutien numérique offert par Santé Ontario à SSDMC. Les activités de ce dernier sont appuyées par trois fonctions de soutien numérique : soit la gestion et le soutien des systèmes de TI pour les fonctions administratives, la mise au point ou la gestion d'applications qui soutiennent la prestation de soins de santé, et l'offre d'outils et de soutien pour la gestion de l'information (connues ensemble sous le nom de « technologies numériques de SSDMC »). On donne également une courte explication au sujet de la disponibilité du Système de renseignements concernant la santé du client (CHRIS) et des soutiens offerts aux ESO pour le système CHRIS.

Les invités de l'équipe de Santé Ontario informent le conseil d'administration qu'environ 20% des travaux de leur équipe sont consacrés au soutien des technologies numériques de SSDMC, mais qu'un dirigeant principal de l'information n'a pas été nommé. L'objectif consiste à harmoniser les systèmes de TI et à établir une stratégie relative aux TI pour SSDMC.

Angela Tibando, David McLelland, Rob Basque et Kathryn McCulloch quittent la réunion à 14 h 46.

C.3 Mission, vision, valeurs et plan d'activités annuel

On donne un compte-rendu des travaux d'élaboration de la mission, de la vision et des valeurs, ainsi qu'un survol des priorités stratégiques proposées et des objectifs et initiatives connexes pour chacun des trois éléments à l'appui du plan d'activités de l'organisme.

Les membres du conseil d'administration veulent s'assurer que les objectifs reflètent la collaboration conjointe entre les familles, les soignants et le personnel. Les objectifs doivent aussi refléter les liens entre les secteurs, notamment la collaboration générale entre SSDMC et les foyers de soins de longue durée, les hôpitaux, les organismes fournisseurs de services, etc. On recommande également que la stratégie relative

aux ressources humaines englobe une mobilisation à plus grande échelle, au-delà du secteur de la santé en assurant la représentation des services communautaires de soutien.

Suivi : Le personnel peaufinera et révisera les priorités stratégiques ainsi que les objectifs et initiatives connexes.

D. Rapports de comités

D.1 Rapport du Comité des finances

Le président du Comité donne un compte-rendu au conseil d'administration, notamment concernant la confirmation du mandat et du plan de travail du Comité. À l'heure actuelle, le déficit de SSDMC s'élève à 59 millions de dollars, et le ministère de la Santé est conscient de la situation financière actuelle et projetée. Le déficit découle en partie des volumes accrus de patients, qui dépassent les chiffres de 2019. Le président du Comité indique qu'au chapitre de la rémunération des employés, les sommes dépensées par l'organisme sont actuellement inférieures aux prévisions budgétaires en raison du gel de l'embauche mis en place par le gouvernement en 2018. Ce gel est à l'origine d'un grand nombre de postes vacants au sein de l'organisme, principalement du côté des services généraux et non des soins à domicile.

Pour l'instant, le déficit est comblé par des fonds excédentaires du dernier exercice financier qui n'ont pas été récupérés par le ministère de la Santé. Si les problèmes s'aggravent, il pourrait être nécessaire de prendre des mesures supplémentaires.

D.1 Rapport du Comité de la gouvernance

Le président du Comité mentionne que le mandat et le plan de travail du Comité sont confirmés.

Les membres du Comité ont examiné la mise en œuvre d'une grille de compétences pour les membres du conseil d'administration et ont tenu une discussion à ce sujet. La grille permettrait aux membres du conseil d'administration d'indiquer eux-mêmes leurs compétences et aptitudes afin d'appuyer le recrutement de membres et la composition du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration discutent de la diversité des membres actuels sur le plan géographique et du genre, et on mentionne l'objectif d'assurer une représentation encore plus diversifiée. Le président du conseil d'administration indique qu'une annonce est prévue concernant l'ajout de deux nouveaux membres.

Les membres du conseil d'administration discutent de certaines modifications qu'on propose d'apporter à la grille de compétences, notamment l'ajout d'une échelle pour permettre aux membres d'attribuer des cotes à leurs compétences et aptitudes, ainsi que la capacité de s'auto-identifier comme membre d'un groupe de diversité reconnu.

Eugene Cawthray propose, avec l'appui de Carol Annett,

QUE le conseil d'administration de SSDMC adopte la grille de compétences pour les membres du conseil d'administration (annexe A), telle que modifiée, et qu'il demande aux nouveaux membres d'indiquer leurs connaissances, compétences et aptitudes lorsqu'ils sont nommés au conseil d'administration, et

QUE le Comité de la gouvernance détermine, une fois par année, les lacunes en matière de compétences du conseil d'administration dont il faut tenir compte lors des activités de recrutement à l'avenir.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Suivi : Le personnel révisera la grille de compétences et la présentera lors de la prochaine réunion du Comité de la gouvernance.

Le président du Comité formule également une recommandation concernant les évaluations des réunions du conseil d'administration, en notant l'importance d'effectuer une évaluation après chaque réunion.

Eugene Cawthray propose, avec l'appui de Carol Annett,

QUE le conseil d'administration de SSDMC adopte l'annexe A ci-jointe sur l'évaluation des réunions du conseil d'administration, pour utilisation après chaque réunion du conseil d'administration à compter du 6 octobre 2021.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

D.3 Rapport du Comité des ressources humaines, de la diversité, de l'équité et des communications

Le président du Comité donne un compte-rendu de la première réunion du Comité, durant laquelle les membres ont discuté du mandat et du plan de travail. Le Comité révisera le mandat pour assurer que celui-ci englobe les notions de diversité et d'équité. Un plan de communication et des dispositions pour la surveillance du rendement seront également ajoutés au plan de travail.

Le Comité présente une recommandation concernant le Projet de loi C-5 (Journée nationale de la vérité et la réconciliation). L'observation de ce jour férié s'avère une tâche complexe pour SSDMC en raison des 26 différentes conventions collectives; à cela s'ajoute le Projet de loi 124, qui a établi une période de modération relative aux augmentations de la rémunération des employés non syndiqués. Le Comité recommande d'approuver ce jour férié pour tout employé dont la convention collective contient une disposition selon laquelle il peut obtenir un jour de congé ou substituer un congé mobile pour ne pas travailler. Les employés non syndiqués et les employés dont la convention collective n'a pas de disposition relative aux nouveaux jours fériés ne recevront pas un jour de congé en 2021. L'organisme prévoit que tout le personnel recevra un jour de congé à partir de 2022. Les 14 organismes de SSDMC coordonneront leurs efforts pour reconnaître la Journée nationale de la vérité et la réconciliation en septembre.

Glenna Raymond propose, avec l'appui de Michael Dibden,

QUE le conseil d'administration suive les conseils fournis par Bass and Associates en ce qui concerne les 26 contrats syndicaux conclus par les organismes de SSDMC et l'application du Projet de loi C-5 pour l'exercice financier en cours, et

Qu'un plan uniformisé à l'échelle provinciale soit établi en 2022 pour la rémunération des employés non syndiqués lors de ce jour férié.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Eugene Cawthray s'oppose à la proposition.

Le Comité présente également une recommandation concernant une politique de vaccination provinciale pour tout le personnel de SSDMC, les membres du conseil d'administration et les fournisseurs sous contrat.

Les membres du conseil d'administration discutent des exemptions possibles, de mesures progressives de discipline ainsi que la vaccination du personnel des organismes fournisseurs de services. Les membres du conseil d'administration demandent que des dispositions concernant la vaccination du personnel de ces organismes soient ajoutées à la politique de SSDMC. À l'heure actuelle, l'équipe de direction de SSDMC ne peut pas donner une estimation du nombre de départs d'employés pouvant découler de la mise en œuvre de cette politique.

Suivi : Le personnel ajoutera des dispositions concernant la vaccination des employés d'organismes fournisseurs de services à la politique de SSDMC.

Glenna Raymond propose, avec l'appui de Michael Dibden,

QUE le conseil d'administration approuve la politique de vaccination (annexe A), telle que modifiée, pour adoption par les 14 organismes de SSDMC.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

D.4 Comité des soins des patients, de la qualité, des risques et de l'innovation

Le président du Comité donne un compte-rendu, notamment au sujet d'une discussion au sujet du mandat. Il est noté que le Comité peut augmenter la fréquence des réunions à la demande du président. Le Comité a également reçu un aperçu de la situation par rapport à la qualité afin de préparer le terrain pour les travaux à réaliser, en plus d'une présentation sur la façon dont les organismes de SSDMC gèrent la demande de services en clinique.

En raison du manque de temps, le Comité n'a pas discuté de la gestion des plaintes ni du plan de travail. On traitera de ces deux points lors de la prochaine réunion du Comité.

E. Nouvelles affaires

E.1 Témoignage d'un patient

Le témoignage de patient pour ce mois-ci porte sur le parcours d'un patient et de sa famille dans le système de soins palliatifs. Il souligne le fait que le public ne constate souvent aucune différence entre SSDMC et les organismes fournisseurs de services. Des témoignages comme celui-ci servent à encourager les dirigeants à réfléchir aux moyens d'aider le public à bien comprendre le système de soins à domicile et à faire en sorte que toutes les parties prenantes continuent de travailler ensemble pour offrir des soins axés sur le patient.

F. Séance à huis clos

Joe Parker propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

QUE les membres du conseil d'administration de SSDMC se retirent à huis clos à 16 h 6 pour discuter de questions d'intérêt juridique et public, ainsi que de questions relatives au personnel.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

G. Levée de la séance

Après le retour à la séance publique à 17 h 10, Joe Parker propose, avec l'appui de Anne Campbell,

QUE la séance soit levée.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

La séance du conseil d'administration de SSDMC est levée à 17 h 10.

Copie originale signée par

Le 6 octobre 2021

Joe Parker, président du conseil d'administration

Date

Copie originale signée par

Le 6 octobre 2021

Donna Cripps, secrétaire générale

Date